Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MAI 1875.

RÉVISION DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (1).

(LIVRE PRÉLIMINAIRE, TITRE II, CHAP. II, ART. 18 ET AMENDEMENTS.)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. THOMISSEN

MESSIEURS,

Dans votre séance du 4 mars, vous avez manifesté le désir de voir soumettre à un nouvel examen de votre commission l'article 18 du titre II du Livre préliminaire du Code de procédure civile.

L'article 13 de la loi du 25 mars 1841 portait : « *Dans toutes les causes, autres que celles où il y aurait péril en la demeure, et celles dans lesquelles le défendeur serait domicilié hors du canton ou des cantons de la même ville, le juge de paix pourra interdire aux huissiers de sa résidence de donner aucune citation en justice, sans qu'au préalable il ait appelé, sans frais, les parties devant lui.* »

L'article 18 du projet soumis à nos délibérations transforme en obligation pour le juge de paix la faculté que lui accordait la loi de 1841. Il exige qu'aucune assignation à comparaître devant le juge de paix ne soit donnée, sans qu'au préalable ce magistrat ait appelé les parties devant lui, par lettre recommandée à la poste. Il n'excepte que les causes qui requièrent célérité et celles dans lesquelles les parties ne sont pas toutes domiciliées dans le même canton ou dans la même ville.

(1) Projet de loi, 81.

Rapport sur le chap. II, titre II, n° 225. } Session de 1872-1875.

Amendements à l'article 18, 104.

Projet de loi adopté par la Chambre, au premier vote, n° 106.

(2) La commission était composée de MM. THOMISSEN, président, ORTS, SANKIN, DRUBBEL, DE ROSSIUS, JACOBS et DUPONT.

Dans la séance du 4 mars, notre honorable collègue M. Vanhumbéeck a critiqué cette disposition au point de vue des retards, des embarras et des inconvénients qui en résulteraient pour l'administration de la justice, devant une juridiction où la simplicité des formes et la marche rapide de la procédure sont l'un des buts principaux que la Législature doit s'efforcer d'atteindre.

L'honorable membre a, en conséquence, présenté l'amendement suivant :

- « Il est interdit aux huissiers de donner aucune assignation à comparaître
- » devant le juge de paix, sans avoir soumis l'exploit à ce magistrat, qui
- » pourra, selon les circonstances, donner sur l'exploit même la permission
- » de citer immédiatement ou appeler au préalable les parties devant lui, par
- » lettre que le requérant recommandera à la poste.
- » Le § 2 comme au projet de la commission.
- » Le § 3 supprimé. »

Un autre de nos honorables collègues, M. Drubbel, s'est prononcé, dans la même séance, pour le maintien du système de la commission extra-parlementaire ; mais, tenant compte, dans une certaine mesure, des inconvénients signalés par M. Vanhumbéeck, il a présenté, à son tour, un amendement ainsi conçu :

- « Intercaler dans le § 1^{er} de l'article 18, après les mots « devant le juge de
- » paix », ceux-ci : *en toute cause dont la valeur n'excède pas cent francs.*
- » Ajouter à la fin de l'article le paragraphe suivant :
- » Dans les causes dont la valeur excède cent francs, le juge de paix se
- » conformera aux prescriptions des articles 21 et suivants ci-après. »

C'est à l'amendement de l'honorable M. Vanhumbéeck que la majorité de la commission a cru devoir se rallier. Les motifs qui l'ont guidée étant amplement développés dans le discours de l'honorable membre, il est inutile de les énumérer dans ce rapport.

La commission a, en conséquence, l'honneur de vous proposer de rédiger l'article 18 de la manière suivante :

« Il est interdit aux huissiers de donner aucune assignation à comparaître devant le juge de paix, sans avoir soumis l'exploit à ce magistrat, qui pourra, selon les circonstances, donner sur l'exploit même la permission de citer immédiatement ou appeler au préalable les parties devant lui, par lettre que le requérant recommandera à la poste.

» L'huissier contrevenant supportera les frais de l'exploit et pourra même être condamné à une amende de six à vingt-cinq francs. »

Le Président-Rapporteur,

THONISSEN.